

François Mailloux, candidat NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) - Les alternatifs



Chers usagères des transports, chers usagers, chères voyageuses, chers voyageurs

D'abord je tiens à remercier l'Association Montreuilloise des Usagers des Transports en Commun de nous avoir invités à ce débat. Rares sont les associations qui prennent ce genre d'initiatives citoyennes pour éclairer les électeurs sur leurs choix.

Les transports en communs occupent une grande partie de nos vies, en temps et en argent. Le gouvernement précédent, que nous avons sorti il y a trois semaines, a fait voter une loi très importante : la loi sur le grand Paris. C'est une loi qui privatise les transports en les mettant au service des grands groupes industriels, en favorisant la circulation entre les grands pôles industriels. Une loi qui permet le transport des cadres des grandes entreprises entre les pôles de développement au niveau mondial. L'autre échéance c'est l'ouverture à la concurrence ferroviaire. Les directives européennes s'appliqueront dès cette année au niveau régional après s'être appliquées au fret et au voyage international.

Les deux premières mesures en matière de transport devraient être l'abrogation de la loi du « grand Paris » et le refus d'appliquer les directives européennes en matière de transport. La gestion des transports en commun doit revenir aux régies de transports publiques et donc au STIF.

Quelle politique pourrait être instaurée dans les transports ?

- Encourager le développement de moyens de transports écologiques.
- Donner le maximum de moyens au service public pour qu'il remplisse ses missions.
- Améliorer les conditions de transport, de régularité et de confort en mettant la sécurité ferroviaire au centre de toutes les décisions.
- Désenclaver les quartiers populaires en rendant les projets de tramway les concernant prioritaires. Sans attendre l'arrivée du tramway, il faut augmenter les cadences des bus entre le haut Montreuil et le métro. Il faut aussi favoriser la venue des lignes 9 et 11 du Métro dans le haut Montreuil.
- Développer et étendre l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.
- Suppression des 6 zones et mise en place d'un tarif unique revu à la baisse. Instaurer la gratuité pour les chômeurs, les précaires, les étudiants, les personnes âgées à faible revenu, les jeunes en insertion. L'objectif est d'aller vers la gratuité des transports en commun. C'est la seule mesure qui permette de répondre à l'urgence sociale et à la crise climatique pour sortir du tout-camion et du tout-voiture.
- Développer le fret public au détriment du tout camion.
- Établir une vraie démocratie en impliquant les usagers et les syndicats qui auraient alors un droit de vote au STIF.

Alors, vous allez dire, tout le monde (en tout cas à gauche) peut être d'accord avec vous. Vous promettez la lune alors qu'il y a la crise !

Je dois dire alors ce qu'il en est de cette crise, et c'est ce qui différencie les anticapitalistes comme nous, des libéraux. La crise et la dette ne viennent pas du gaspillage ou que les classes populaires auraient profité du système de protection sociale. Nous sommes la 5ème puissance mondiale. La dette vient du plus grand hold-up de l'histoire : depuis les années 80, 10 % de la richesse est passée de la poche des salariés à celle de la finance, cela représente 200 milliard d'euros chaque année en exonération de cotisations sociales et en diminution d'impôts pour les plus riches. C'est cet argent qu'il faut récupérer, c'est cet argent qui nous permettra de financer des transports gratuits au service de tous permettant aussi de sortir de la crise climatique.

Ce qui serait démagogique, ce serait de laisser croire qu'un bulletin de vote pourrait tout changer. Certes il faudra bien voter le 10 juin, mais nous n'obtiendrons rien s'il n'y a pas des mobilisations d'ampleur pour imposer d'autres choix, des choix anticapitalistes. C'est pour cela qu'il est d'autant plus important que des associations comme l'AMUTC existent et s'invitent dans le débat public.